



Choix de la Côte d'Ivoire comme pays invité d'honneur du 25e FESPACO : Alassane OUATTARA dit merci à Roch Marc Christian KABORE

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°345 du vendredi 31 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 21.

Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

Première session ordinaire de l'année 2017 du comité régional de gestion des épidémies des cascadas : les acteurs entendent renforcer les dispositifs de surveillance des épidémies Page 4



64e journée mondiale des lépreux 200 nouveaux cas détectés en 2015 au Burkina Page 6



Réseau libéral africain : Zéphirin Diabré élu vice-président chargé de l'Afrique de l'Ouest Page 2



**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Réseau libéral africain : Zéphirin Diabré élu vice-président chargé de l'Afrique de l'Ouest

Région du Centre



Pour les conférenciers, le libéral est tolérant.

La coalition des libéraux du Burkina a organisé une conférence de presse le mercredi 29 mars 2017 à Ouagadougou. Cette conférence animée conjointement par l'UPC et l'ADF/RDA avait pour objectif de rendre compte des travaux de la 13^{ème} Assemblée générale du réseau libéral africain qui s'est tenu à Nairobi au Kenya du 22 au 25 mars 2017 sous le thème : « Les libéraux en coopération : coalition, négociations et collaboration démocratique »

« Les libéraux en coopération : coalition, négociations et collaboration démocratique », c'est sous ce thème que s'est tenu la 13^{ème} Assemblée générale du réseau libéral africain à Nairobi au Kenya du 22 au 25 mars 2017. A l'issue des travaux, le président de l'UPC Zéphirin Diabré a été élu vice-président chargé de l'Afrique de l'Ouest. L'information a été donnée à la presse ce mercredi dans l'après-midi. Zéphirin Diabré a désormais la lourde tâche de promouvoir les idéaux de ce groupe de

parti politique durant les deux prochaines années et de conquérir de nouveaux adhérents pour la démocratie libérale. « Mon travail est poursuivre la coordination, l'unification et l'élargissement de la famille libérale dans la sous-région », a-t-il affirmé. « Un des aspects qui me tien a cœur, c'est de faire en sorte que tous les courants qui se réclament du libéralisme à l'intérieur d'un pays travaillent ensemble de manière beaucoup plus symbiotique » a-t-il ajouté.

Il entend réussir cette mission avec le concours de ses confrères

La suite à la page 3.



POLITIQUE

La suite de la page 2.

libéraux comme le Président du Sénégal, de la Côte d'Ivoire et d'autres partis du Mali et de la Guinée. Une mission qu'il compte exécuter selon les principes moraux du parti. Zéphirin Diabré pourra aussi compter sur le soutien de Me Gilbert Noel Ouédraogo, président de l'ADF/RDA qui a dirigé l'instance sous régionale des libéraux de 2012 à 2014. Ce dernier témoigne de l'excellence des relations entre les partis du réseau libéral africain. « Au réseau libéral africain, nous formons une famille et les partis d'un même pays doivent travailler ensemble. Au cours de notre mandat, nous avons pu organiser des formations au Burkina Faso mais aussi dans d'autres pays de la région Afrique de l'Ouest».

Il faut rappeler que le réseau libéral africain est un réseau de partis libéraux africains, fondé en juillet 2002 à Mombasa au Kenya et qui a pour objectif de répandre les valeurs libérales sur le continent africain. Le réseau compte aujourd'hui 53 membres, provenant de 30 pays du continent africain.

Jusqu'à ce jour, seulement deux partis politiques burkinabè à savoir l'UPC et l'ADF/RDA sont membres de ce réseau. Le Faso Autrement du Dr Ablassé Ouédraogo a exprimé le souhait de rejoindre le groupe et l'UPC et l'ADF/RDA comptent parrainer cette candidature.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Ils étaient nombreux les députés et autres invités présents à ce point de presse.



« Je mesure l'importance de la tâche qui m'attend » Zéphirin Diabré, vice président du réseau libéral africain chargé de l'Afrique de l'Ouest.

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



Première session ordinaire de l'année 2017 du comité régional de gestion des épidémies des cascadas : les acteurs entendent renforcer les dispositifs de surveillance des épidémies

Région des Cascades



Madame le Gouverneur, à sa droite madame le Haut Commissaire de la province de la Comoé et à sa gauche le Directeur Régional de la santé des cascades.

La première session ordinaire de l'année 2017 du Comité Régional de Gestion des Épidémies des Cascades s'est tenue le vendredi 10 Mars 2017, présidée par Madame le Gouverneur de la Région des Cascades, présidente dudit Comité.

Cette session a été convoquée afin de renforcer le niveau d'information des membres du Comité Régional de Gestion des

Epidémies afin de jeter les bases des mesures de surveillance et de préparation aux épidémies.

Cette session a été une occasion pour les membres de ce comité et les participants de passer en revue le plan de préparation et de gestion des épidémies pour la saison épidémique 2017. Elle permet également de partager avec les membres les informations sur l'introduction du vaccin MENAFRIVAC contre la méningite dans la vaccination de routine chez les enfants de 15 mois.

Madame le Gouverneur, dans son discours d'ouverture, a salué l'engagement et l'accompagnement de toutes les autorités sanitaires nationales et régionales ainsi que de tous les partenaires techniques et financiers qui soutiennent le Burkina Faso dans sa lutte contre la maladie.

Elle a aussi remercié l'ensemble des membres du Comité Régional de Gestion des Epidémies des Cascades pour leur disponibilité et leur engagement à lutter contre les épidémies.

La suite à la page 5



SANTÉ

La suite de la page 4



Les membres du comité.

Un rappel a été fait sur la crise sanitaire enregistrée dans la sous région durant la période de 2013 à 2015, due à la maladie à virus Ebola qui a sérieusement éprouvé nos systèmes de santé en termes de réactivité. En 2016 la zone a fait face dans la bande sahélienne à une autre épizootie dite "Epidémie, de fièvre de la Vallée du rift".

- Au plan national, l'année 2016 a été marquée par la survenue d'une épidémie de la maladie due au virus de la dengue. Cette maladie avait fait son apparition au Burkina Faso ; mais elle n'avait pas atteint l'ampleur constatée en 2016. Comme dans les autres régions, des cas de cette épidémie ont été enregistrés dans les Cascades et ont rencontré la réaction efficace des services de surveillance et de prise en charge. En raison de ses caractéristiques climatiques, la région des Cascades



Les participants.

constitue une zone propice au développement du vecteur de la dengue appelé le **moustique tigre**.

Jean Paul YEKPAYE pour SCI



64e journée mondiale des lépreux 200 nouveaux cas détectés en 2015 au Burkina

Région du Centre



En plus de l'appui des partenaires à leur fondation, le président de l'ABRF, Adama Jacques Ouandaogo a demandé le soutien des autorités burkinabè dans le cadre de cette lutte.

L'Association burkinabè Raoul Follereau (ABRF) a initié le mercredi 15 mars 2017 une conférence de presse à Ouagadougou pour éclairer l'opinion publique sur la lutte que mène ladite association contre cette maladie.

En prélude de la célébration en différé le dimanche 19 mars 2017 à Pissila du 64^e anniversaire de la journée mondiale des lépreux, l'Association burkinabè Raoul Follereau a convié les hommes de médias le mercredi 15 mars 2017 à Ouagadougou pour leur faire part des activités qui seront menées au cours de cette festivité. Cette rencontre avec la presse a également pour but

d'alerter la population burkinabè sur la présence de nouveau cas de la lèpre au Burkina Faso.

Comme activité dans le cadre de la journée commémorative, Adama Jacques Ouandaogo a indiqué : « des émissions de sensibilisation seront diffusées sur les radios locales, des discours des autorités, des anciens lépreux. Un repas communautaire entre les membres de l'ABRF, les autorités, les lépreux ce jour a-t-il ajouté. Une façon d'amener ces derniers à ne pas se sentir exclus du reste de la société a signifié Adama Jacques Ouandaogo.

La lèpre est définie par les animateurs de cette conférence comme une maladie infectieuse,

contagieuse, mais très peu contagieuse. Cette association a défini la lèpre comme une maladie de gens pauvres. Elle se manifeste par l'apparition d'une ou plusieurs tâches avec une nette perte de sensibilité sur la peau (les premiers signes) ont-ils notifié. Ils ont précisé que ces signes apparaissent 5 ou 20 ans plus tard après le contact avec l'agent pathogène. Ils ont affirmé que les mutilations et infirmités apparaissent à la longue si la maladie n'est pas détectée à temps. La lèpre est causée par le bacille de Hansen, découvert en 1873 par le norvégien Armauer Hansen. C'est une maladie qui se transmet d'un malade à un saint homme selon le président

La suite à la page 7.



SANTÉ

La suite de la page 6.

de l'ABRF. La dissémination des bacilles se fait par le mucus nasal, la bouche (crachats, gouttelettes de pflügge, toux, salive...) les plaies cutanées a poursuivi Adama Jacques Ouandaogo.

187 nouveaux cas de lèpre ont été détectés au Burkina Faso dont 173 multi bacillaires, dont 58 malades avec des cas d'infirmités de degré 2 dont 7 enfants selon les indicateurs de 2015 du ministère de la santé. Les statistiques du ministère de la santé indiquent que les régions du Nord, du centre-nord, du sud-ouest, du sahel, du centre ouest sont les plus touchées par cette maladie. A en croire Adama Jacques Ouandaogo la détection de ces nouveaux cas s'expliquent par la faible implication du personnel de santé, de la méconnaissance de la lèpre et de l'absence de renforcement des compétences, de la grande mobilité des agents de santé. En outre l'absence d'activité spécifique pour la détection de nouveau cas est aussi l'une des raisons, a-t-il assuré. A la question de savoir si l'on pouvait prévenir la lèpre Adama Jacques Ouandaogo a répondu qu'il serait difficile d'affirmer cela car il n'y pas de vaccin contre cette maladie. Le seul moyen serait selon lui d'augmenté le niveau de vie des populations. Il a par contre indiqué que l'on pouvait guérir de la lèpre sans aucune séquelle (devenir un être normal) si l'on se fait soigner à temps. Les organisateurs de la conférence du jour ont invité les autorités à appuyer les populations vulnérables étant donné que la lèpre est une maladie de pauvre. Le maintien des festivités de cette journée est aussi l'un des



Le traitement de la lèpre est gratuite a confié Adama Jacques Ouandaogo.



Les journalistes se sont intéressés aux actions menées par l'ABRF.

vœux de l'ABRF car elle permet d'informer la population sur la persistance de cette maladie.

Hien Dorothée pour SCI



Assassinat de Salif Badini : une marche pacifique dans les cascades pour protester

Région des Cascades



Madame le gouverneur reçoit les manifestants devant la salle de conférence du gouvernorat.



Le porte parole de la coordination de l'éducation des cascades.

Les responsables de la coordination des syndicats de l'éducation des Cascades ont organisé le vendredi 10 mars 2017, une marche pacifique pour un hommage et marquer leur solidarité aux proches de leur collègue Salifou BADINI tué lors d'une attaque terroriste à Kourfayel.

Avant cette marche une correspondance avait été adressée à madame le gouverneur de la région des cascades pour une autorisation et une audience avait été demandée par les responsables des syndicats pour

La suite à la page 9.



ACTU RÉGION

La suite de la page 8.



Les manifestants.

rencontrer madame le gouverneur. Suite à cela l'audience leur a été accordée. A travers cette rencontre, madame le gouverneur les a demandés de sensibiliser et de maîtriser les manifestants pour éviter tout débordement.

Contre toute attente, le jour de la marche pendant que madame le gouverneur et madame le Haut-Commissaire étaient dans la salle de conférence du Gouvernorat pour une rencontre les manifestants sont arrivés devant le Haut-Commissariat à l'absence du Haut-Commissaire, ils se sont mis à scander « le peuple d'abord », « le peuple d'abord », des cris

accompagnés de coup de sifflet et en se dirigeant devant la salle de conférence du Gouvernorat pour se faire entendre. Ils ont été par la suite reçus par le gouverneur de la région. Dans son adresse, elle a rappelé les manifestants, de la rencontre tenue la veille avec leurs responsables.

« Vous avez demandé à organiser une marche silencieuse, non pas une marche de protestation ni de revendication », a-t-elle signifié.

Selon le porte-parole de la coordination des syndicats de l'éducation des cascades monsieur Albert S. TRAORE, nous sommes surpris par ce débordement, on

ne s'attendait pas à une marche de ce genre. Les gens sont sortis nombreux on n'a pas pu les maîtriser pour éviter tout débordement. Nous regrettons ce mauvais comportement des uns et des autres.

Nous avons tiré de leçon, nous allons tout faire les prochaines fois pour éviter ce qui est arrivé, a ajouté M. Traoré.

Jean Paul YEKPAYE pour SCI

**ABONNEZ VOUS À
NOTRE QUOTIDIEN**

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Choix de la Côte d'Ivoire comme pays invité d'honneur du 25e FESPACO : Alassane OUATTARA dit merci à Roch Marc Christian KABORE

Région du Centre



Monsieur Amon Marcel TANOHO a expliqué que la délégation est venue transmettre les remerciements du Président Alassane OUATTARA à son homologue burkinabè pour le choix porté sur la Côte d'Ivoire comme pays invité d'honneur de la 25e Edition du FESPACO.

Les ministres ivoiriens des Affaires étrangères, Monsieur Amon Marcel TANOHO, de l'Intégration africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur, Monsieur Ally COULIBALY, ont été reçus en audience par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, en fin d'après-midi du mercredi 29 mars 2017. Accompagnés par l'Ambassadeur de Côte d'Ivoire au Burkina, ils ont été introduits auprès du Président du Faso par notre ministre des Affaires étrangères, de la Coopération et des Burkinabè de l'Extérieur, Monsieur Alpha BARRY.



L'audience avec le Président du Faso a également permis aux deux ministres d'avoir des orientations du Président Roch Marc Christian KABORE sur les travaux du comité de suivi du Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) qui se tiendront à Bobo-Dioulasso le vendredi 31 mars 2017.

La suite à la page 11.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 10.



« Nous avons eu l'honneur d'être reçus par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE à qui nous avons transmis les salutations du Président Alassane OUATTARA de Côte d'Ivoire.

A leur sortie d'audience, Monsieur Amon Marcel TANOI a expliqué que la délégation est venue transmettre les remerciements du Président Alassane OUATTARA à son homologue burkinabè pour le choix porté sur la Côte d'Ivoire comme pays invité d'honneur de la 25e Edition du FESPACO. « Nous avons eu l'honneur d'être reçus par le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE à qui nous avons transmis les salutations du Président Alassane OUATTARA de Côte d'Ivoire. Le Président a réitéré ses remerciements parce que la Côte d'Ivoire a été choisie comme pays invité d'honneur au dernier FESPACO et également

pour toutes les attentions dont il a été l'objet lors de son séjour à Ouagadougou pour la clôture de ce FESPACO », a indiqué le chef de la diplomatie ivoirienne.

L'audience avec le Président du Faso a également permis aux deux ministres d'avoir des orientations du Président Roch Marc Christian KABORE sur les travaux du comité de suivi du Traité d'Amitié et de Coopération (TAC) qui se tiendront à Bobo-Dioulasso le vendredi 31 mars 2017. « Nous avons également rendu compte au Président du Faso des travaux du comité de suivi du Traité d'Amitié et de Coopération entre nos deux pays. Ce comité tient sa réunion

d'évaluation à Bobo-Dioulasso vendredi. Nos experts sont déjà sur place pour préparer donc le TAC qui aura lieu au mois de juin ou juillet de cette année. Nous avons pris les orientations du Président du Faso sur certains points relatifs à ce TAC, notamment le point très important de l'autoroute Abidjan-Ouagadougou qui est un instrument important d'intégration de nos deux pays », a précisé Monsieur Amon Marcel TANOI.

**La Direction de la
Communication de la
Présidence du Faso**



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Coopération bilatérale : Les nouveaux Ambassadeurs du Royaume des Pays-Bas et de Tunisie présentent leurs Lettres de créance au Président du Faso

Région du Centre



Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu dans la matinée du mercredi 29 mars 2017, les Lettres de créance des Ambassadeurs du Royaume des Pays-Bas et de la République tunisienne accrédités au Burkina Faso.

Le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE, a reçu dans la matinée du mercredi 29 mars 2017, les Lettres de créance des Ambassadeurs du Royaume des Pays-Bas et de la République tunisienne accrédités au Burkina Faso. Le premier diplomate à franchir le seuil du Palais présidentiel ce mercredi matin était Monsieur Jolke Folkert OPPEWAL, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Royaume des Pays-Bas auprès du Burkina Faso.

Titulaire d'une maîtrise en économie et d'un diplôme en journalisme, Monsieur OPPEWAL est fonctionnaire du ministère néerlandais des Affaires étrangères depuis 1992, et occupe actuellement le poste d'Ambassadeur de son pays auprès de la République du Mali. Il a occupé plusieurs autres postes d'Ambassadeur et d'autres fonctions au sein du département néerlandais en charge des Affaires étrangères. Au plan bilatéral, les relations diplomatiques entre le Royaume des Pays-Bas et le Burkina Faso ont été scellées par l'Accord

de coopération le 20 mai 1976. Cette coopération vise essentiellement la réduction durable de la pauvreté et la promotion du développement avec une forte responsabilisation des populations bénéficiaires. Au plan multilatéral, il faut aussi noter l'existence d'accords de soutien réciproque entre les candidatures des deux pays dans le système international, contribuant ainsi à l'élection des candidats respectifs des deux pays à des postes au sein du système onusien.

La République tunisienne sera

La suite à la page 13.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12.

représentée au Burkina Faso par Monsieur Mohamed KAHLOUN. Titulaire de la maîtrise en Droit public de la Faculté de Droit et des Sciences politiques et économiques de Sousse, Monsieur KAHLOUN est un diplomate de carrière et a occupé plusieurs postes au sein du Département ministériel tunisien en charge des Affaires étrangères. Il occupait avant sa nomination, le poste de Directeur des relations avec l'Union africaine à la Direction générale Afrique du ministère tunisien des Affaires étrangères. Marié et père de deux enfants, Monsieur Mohamed KAHLOUN est né le 14 décembre 1964. Il parle l'arabe, le français et l'anglais.



noter l'existence d'accords de soutien réciproque entre les candidatures des deux pays dans le système international, contribuant ainsi à l'élection des candidats respectifs des deux pays à des postes au sein du système onusien.



S.E.M Jolke Folkert OPPEWAL ambassadeur du Royaume des pays Bas (à gauche) et S.E.M Mohamed KAHLOUN ambassadeur de la République Tunisienne (à droite).

Depuis l'établissement des relations diplomatiques entre le Burkina Faso et la République tunisienne en 1964 et l'ouverture de l'Ambassade du Burkina Faso à Tunis en 2006, sept commissions mixtes de coopération se sont

tenues, ayant abouti à la signature de plusieurs accords de coopération. Ces accords concernent entre autres, les domaines de l'énergie, des mines, de l'éducation, de la formation professionnelle et de l'emploi et le domaine militaire. En outre, différents autres

accords portant principalement sur la coopération économique, commerciale, scientifique, culturelle et dans le domaine de la santé ont aussi été signés dans le cadre de la coopération bilatérale.



Visite du ministre de la Communication à Sidwaya : Rémis Fulgance Dandjinou s'imprègne des réalités de la « maison commune »

Région du Centre



« Sur les revendications syndicales, la situation évolue positivement. Nous ferons tout pour respecter nos engagements pour ce qui est du protocole d'accord signé entre le gouvernement et le Synatic », a affirmé le ministre en charge de la communication.

Le ministre de la Communication et des relations avec le Parlement, Rémis Fulgance Dandjinou, était ce mardi 28 mars 2017 dans les locaux de Sidwaya pour s'imprégner des réalités de cet organe de presse et échanger avec les agents.



Au terme d'un bref entretien avec le Directeur Général des Editions Sidwaya, Rabankhi Abou-bakr Zida, le porte-parole du gouvernement a entamé la visite des locaux

Au terme d'un bref entretien avec le Directeur Général des Editions Sidwaya, Rabankhi Abou-bakr Zida, le porte-parole du gouvernement a entamé la visite des locaux, tour-à-tour par la direction commerciale, le secrétariat de rédaction,

l'imprimerie, la salle des archives, et le carrefour africain. La salle Sidwaya sport, Sidwaya internet de rédaction a été le cadre choisi

La suite à la page 15



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 14.

pour échanger avec les agents sur leurs conditions de travail.

Le ministre en charge de la Communication a d'entrée félicité et encouragé l'ensemble des travailleurs pour les efforts qu'ils fournissent malgré des conditions de travail assez difficile, avant de leur demander de poursuivre ces efforts pour faire de Sidwaya, un media de référence au Burkina. Au cours des échanges, les agents ont fait part au ministre d'un certain nombre de préoccupations. Il s'agit, entre autres, de la question du futur siège des Editions Sidwaya, des problèmes récurrents à l'imprimerie (qualité du papier et révision des machines), de la mise en œuvre du protocole d'accord signé entre le gouvernement et le SYNATIC dont le point important reste pour les agents, le passage à la société d'Etat.

Sur ce sujet, le porte-parole du gouvernement a rassuré les travailleurs que le processus est à un stade assez avancé. « Sur les revendications syndicales, la situation évolue positivement. Nous ferons tout pour respecter nos engagements pour ce qui est du protocole d'accord signé entre le gouvernement et le Synatic », a affirmé le ministre en charge de la communication. Des mesures sont déjà en cours d'application telle que le décret sur le code vestimentaire et certaines sont au ministère des Finances pour validation (arrêté conjoint sur les frais de production).

Concernant le futur siège, Rémis Dandjinou a soutenu que tout sera mis en œuvre pour que le gouvernement donne son accord



Concernant le futur siège, Rémis Dandjinou a soutenu que tout sera mis en œuvre pour que le gouvernement donne son accord pour le déménagement des Editions Sidwaya.



Au cours des échanges, les agents ont fait part au ministre d'un certain nombre de préoccupations.

pour le déménagement des Editions Sidwaya. Avant d'émettre son souhait de voir l'AIB se détacher des Editions Sidwaya afin d'être plus autonome et plus efficace.

Il a par ailleurs affirmé qu'en

fin mai, il sera procédé au niveau des EPE (RTB et Editions Sidwaya) à une opération billettage afin de débusquer les agents en situation irrégulière.



Échanges à bâtons rompus avec le personnel d'Air Burkina

Région du Centre

C'est un tournant important dans la vie de la compagnie aérienne Air Burkina. Entouré des représentants de la présidence du Faso, de la primature et ministre de l'action sociale, le ministre des Transports, de la Mobilité Urbaine et de la Sécurité Routière a rencontré ce mardi 28 mars 2017 l'ensemble du personnel d'Air Burkina, agents commerciaux et administratifs, personnel naviguant, personnel au sol, personnel technique pour échanger sur la situation d'Air Burkina.



Dans son adresse aux travailleurs de la compagnie le ministre a d'emblée souligné l'importance d'une compagnie comme Air Burkina qui fait la fierté des burkinabè.

Dans son adresse aux travailleurs de la compagnie le ministre a d'emblée souligné l'importance d'une compagnie comme Air Burkina qui fait la fierté des burkinabè. Une compagnie dont les valeurs, la qualité du service et le professionnalisme des agents sont reconnus à l'international. Selon le ministre, après le retrait annoncé du groupe Aga Khan, l'État reprend en main sa compagnie nationale. Il a tenu à rassurer les uns et les autres sur l'engagement du gouvernement à préserver les intérêts de la compagnie, à sauvegarder les emplois et à poursuivre la politique de développement amorcée. Sans langue de bois, le président et les collaborateurs du ministre ont répondu à toutes les préoccupations des travailleurs. A leur tour le personnel a



Selon le ministre, après le retrait annoncé du groupe Aga Khan, l'État reprend en main sa compagnie nationale.

exprimé toute sa satisfaction, il a remercié les autorités pour cette initiative qui est une première et solliciter l'accompagnement du gouvernement pour l'acquisition de nouveaux aéronefs et la dynamisation des activités d'Air Burkina.



Réglementation des armes à feu, investigations et poursuites pénales des infractions liées : Magistrats, forces de l'ordre et représentants d'OSC affûtent leurs compétences

Région du Centre



Le Garde des Sceaux a indiqué que ces ateliers permettront entre autres de fournir aux participants, une base sur les compétences juridiques exigées pour examiner les cas de trafic d'armes à feu et d'autres délits impliquant ces armes.

Le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO a présidé ce mardi 28 mars 2017 à Ouagadougou, l'ouverture de deux ateliers : « Formation sur les investigations et poursuites pénales des infractions liées aux armes à feu », et « Validation de l'avant-projet de loi sur les armes à feu, et de son décret d'application ».

Le Garde des Sceaux a indiqué que ces ateliers permettront entre autres de fournir aux participants, une base sur les compétences juridiques exigées pour examiner

les cas de trafic d'armes à feu et d'autres délits impliquant ces armes.

Par ailleurs, le Burkina Faso a ratifié les principaux instruments juridiques internationaux et communautaires relatifs aux armes à feu, tels que :

-la Convention de la CEDEAO sur les Armes Légères et de Petit Calibre (ALPC), leurs Munitions et Autres Matériels connexes ;

-le Protocole sur les Armes à Feu (PAF) additionnel à la Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale Organisée (UNTOC) ;

-le Traité sur le Commerce des Armes (TCA).

Il convient alors d'adapter les textes au niveau national, pour prendre en compte toutes ces dispositions, d'où la nécessité de valider l'avant-projet de loi et son décret d'application.

In fine, l'atelier sur « les investigations et poursuites pénales des infractions liées aux armes à feu » permettra de définir, développer et promouvoir les standards les plus élevés en matière d'enquête et de poursuite des trafics illicites d'armes à feu. Ainsi, les capacités des participants seront renforcées dans divers domaines tels que :

-le cadre légal international ;
-l'identification et la

La suite à la page 18



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 17.



Il convient alors d'adapter les textes au niveau national, pour prendre en compte toutes ces dispositions, d'où la nécessité de valider l'avant-projet de loi et son décret d'application.

classification des armes à feu ;

-les itinéraires des armes et les modes de trafic des armes à feu ;

-les principales techniques d'investigation ;

-la conduite effective et efficace des cas,

-la collecte des preuves à travers l'arme à feu, les procédures de recherche, de saisie et de confiscation ;

-le traçage des armes à feu ;

-les liens entre armes à feu, terrorisme et blanchiment d'argent ;

-la mise en œuvre de la coopération judiciaire internationale.

Les deux ateliers sont organisés notamment grâce au concours de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères (CNLPAL), de l'Office des nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), du Centre régional des nations unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC), des ambassades du Japon, du Danemark et de l'Allemagne.



Les deux ateliers sont organisés notamment grâce au concours de la Commission nationale de lutte contre la prolifération des armes légères (CNLPAL), de l'Office des nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), du Centre régional des nations unies pour la paix et le désarmement en Afrique (UNREC), des ambassades du Japon, du Danemark et de l'Allemagne.

des ambassades du Japon, du Danemark et de l'Allemagne.



ANNONCE

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES

OBTENIR SON MASTER à ISC BOBO

Institut Sciences-Campus BOBO



Facile - Rapide - Moins cher

Les inscriptions sont ouvertes pour la Licence 3^{ème} année, le Master 1 et le Master 2 dans les filières suivantes:

- ★ Sciences et Technologies de l'Eau, de l'Environnement et de l'Energie option : Hydraulique, Eau et Assainissement, Génie Civil, Génie Energétique et Electrique
- ★ Réseaux Informatique et Télécommunication, Génie Informatique
- ★ Gestion des ONG et des Associations, Gestion et Organisation des Entreprise, Management des Projets et Programmes
- ★ Banque, Microfinance, Marketing, GRH, FC, Transport-Logistique
- ★ Suivi-Evaluation des Projets et Projets et Programmes
- ★ Gestion Administrative Comptable et Financière

Inscription :

A Bobo Dioulasso, à l'Immeuble Sanga Mady sur l'Avenue Guillaume Ouédraogo,

A Ouagadougou, rendez-vous au Centre d'Examen Européen à Ouaga 2000 ou en ligne sur le site web

www.sciences-campus.org

Téléphone : +22664200026 / +22672080303 / +22661080303 / +22672070909

E mail : isc@iscmail.org

**NB : Cours du jour et cours à distance,
Début des cours le 15 Février 2017**

*ISC Bobo, une école supérieure
de pointe, entièrement à votre portée!!*



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordonnateur du programme - mission en Syrie

Description

LE

CONTEXTE

Outrés par l'injustice que rencontrent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde de solidarité et d'inclusion, enrichi par nos différences, où tout le monde peut vivre dans la dignité.

Handicap International est une organisation d'aide indépendante et impartiale et le développement travaillant dans des situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Nous travaillons aux côtés des personnes handicapées et vulnérables pour les aider à répondre à leurs besoins essentiels, améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et les droits fondamentaux.

Pour plus d'informations sur l'association: <http://www.handicap-international.us>

Présent dans plus de 55 pays, est composé Handicap International de 2 directions opérationnelles:

- La Direction de l'action humanitaire (DAH)
- La Direction de l'action de développement (DAD)

La crise syrienne est la plus grande crise humanitaire des 20 dernières années. Selon les derniers chiffres de l'ONU,

environ 13,5 millions de personnes sont actuellement touchées par la crise en Syrie, dont environ 6,5 millions de personnes déplacées, tandis que plus de 4 millions de Syriens ont cherché refuge dans les pays voisins ou en Europe. La réponse humanitaire actuelle ne fournit qu'une couverture partielle et parcellaire des besoins humanitaires croissants. Cinq ans après le début de la crise, le nombre de personnes blessées en Syrie ne cesse d'augmenter, avec un grave manque de soins de santé et de soutien psychosocial et le soutien psychosocial. Dans les zones difficiles à atteindre et / ou des zones de nouveaux déplacements, les populations locales et les personnes déplacées ont besoin d'une aide d'urgence en termes de nourriture, ménage articles essentiels, et d'autres besoins fondamentaux. L'inclusion des personnes les plus vulnérables, y compris les personnes handicapées, dans la réponse humanitaire reste une préoccupation majeure.

HI gère un vaste programme humanitaire de quatre centres différents (Sud, Centre, Nord et Nord-Est), ainsi que quatre piliers principaux:

1. Appui aux partenaires de la santé pour la prestation de services complets de réadaptation par la formation, supervisions techniques et des dons d'assistance appareils et / ou l'équipement

2. l'intervention d'urgence aux besoins fondamentaux des populations vulnérables touchées par la crise soudaine, grâce à des distributions d'un coup de paniers alimentaires, articles essentiels du ménage et des kits d'hygiène, et par la gestion d'un mécanisme de coordination humanitaire adapté pour les interventions d'urgence

3. l'éducation aux risques et aux effets causés par les armes classiques et le marquage des zones dangereuses d'urgence

4. formation et assistance technique à d'autres acteurs humanitaires sur l'inclusion des personnes handicapées et d'autres personnes vulnérables dans la réponse humanitaire

L'intervention réelle est basée sur un mélange de gestion à distance des équipes nationales, des partenariats à distance avec des structures et des organisations locales et des programmes de mise en œuvre directe.

INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LA MISSION

organismes de financement: ECHO, la DDC, GAC, OMS, OCHA, UNMAS, CE, ASDI, NMFA, DANIDA, CDC

Taille du budget géré: A propos de 10M EUR en 2017

Durée du financement (projet): 4 ans

La suite à la page 21



JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

Taille équipe: Environ 200 (30 expatriés + 160 états - majors nationaux)

Nombre de personnes gérées directement par la position: 4 (coordonnateur FARINE, Grants Manager, coordonnateur de l'inclusion, agent principal de programme)

OBJECTIFS DE LA POSITION

Sous la responsabilité du chef de mission et en étroite collaboration avec le coordinateur de l'unité technique, le coordonnateur des services de soutien et les quatre coordonnateurs zone et en lien avec le gestionnaire de bureau adjoint, il / elle sera en charge:

- diriger la définition et la mise en œuvre de la stratégie globale du programme pour la Syrie;
- Superviser le respect de la gestion globale du cycle de projet pour les différents projets / programmes et d'assurer la conformité aux normes HI et de gestion des donateurs;
- Diriger la définition de nouvelles interventions et de nouvelles demandes de subvention;
- Fournir des conseils et un soutien aux coordonnateurs de la région et les chefs de projet dans la mise en œuvre de leurs programmes;
- Assurer la gestion et le leadership à l'équipe du programme de coordination;
- Assurer une bonne coordination avec les autres

acteurs humanitaires sur les aspects du programme;

- Remplacer le chef de mission et / ou l'un des coordonnateurs de la région en cas de besoin;

La description complète du poste sera partagé avec les candidats présélectionnés.

S P E C I F I C I T E S

Poste basé à Amman, mais très mobile. L'expatrié doit attendre à passer au moins 50% de leur temps de travail en dehors de la Jordanie, avec des voyages à Beyrouth (Liban), Gaziantep et Antakya (Turquie), Erbil et Dohouk (nord de l'Irak) et certaines parties accessibles de la Syrie.

Ville A m m a n

Expériences / Formation du candidat

- Au moins 6 ans d'expérience dans le secteur humanitaire
- Au moins 4 ans d'expérience dans la coordination du projet et / ou la coordination de base sur le terrain
- Expérience de travail solide dans au moins un secteur de base: la santé et le handicap (réadaptation physique, P & O, soutien psychosocial), la nourriture et non alimentaires (distributions d'urgence) et / ou l'action antimines (l'éducation des risques, marquage, jeu). Toute

expérience supplémentaire dans un secteur deuxième ou troisième est un atout.

- Une solide expérience dans les relations / négociations avec les bailleurs de fonds et en préparation / révision des propositions des donateurs et des rapports.

- Une expérience de travail dans la crise syrienne est un atout

- Expérience de travail avec des partenaires de mise en œuvre et / ou dans les paramètres de contrôle à distance est un atout.

- Une expérience de travail avec HI est un atout

Langues parlées

- anglais obligatoire (oral et écrit),
- L'arabe est un atout.

Qualité du candidat

- Expérience de représentation éprouvée, des compétences en communication

- écriture forte et les compétences de rapports

- Solides compétences interpersonnelles et interculturelles

- Niveau élevé de motivation, autonomie et proactivité

- Capacité à travailler sous haute pression

Fonctions A u t r e ,
Coordination, Gestion de projet

Activités A u t r e

Pays Moyen Orient, Jordanie

La suite à la page 22



JOBS CAMPUS

La suite de la page 21

Contrat C D D • Perdiem: 633 (net)

Durée du contrat • Assurances: couverture médicale foyer, planification de la retraite, le rapatriement

- CDD 12 mois
- Date de début: 29/05/2017
- congés payés: 25 jours par an + R & R: 1 jour par mois

Salaire / Indemnité

- Date de début: 29/05/2017
- Statut: position ouverte aux couples et / ou les familles, étant donné que la situation est très mobile (50% sur Amman)
- Durée du contrat: 12 mois renouvelable
- logement: collectif est seul / individuel si deux / famille
- Salaire de 3000 € (brut) / mois en ce qui concerne l'expérience du candidat

Postuler en ligne
https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=1979&idpartenaire=130

Date de fin de validité **30/04/2017**



Avis de recrutement

Poste: **Country**
Director **Mozambique**

Description

Outraged by the injustice faced by people with disabilities and vulnerable populations, we aspire to a world of solidarity and inclusion, enriched by our differences, where everyone can live in dignity.

Handicap International is an independent and impartial aid and development organisation working in situations of poverty and exclusion, conflict and disaster. We work alongside disabled and vulnerable people to help meet their essential needs, improve their living conditions and promote respect for their

dignity and fundamental rights.

For further information about the association: <http://www.handicap-international.us>

Present in more than 55 countries, Handicap International is composed of 2 operational directions:

The Direction of Humanitarian Action

The Direction of Development Action

JOB CONTEXT :

Under the umbrella of the Development Action, Handicap International has been operating in Mozambique since 1986. Born from an emergency intervention during the civil war (1986), the programme

then deployed HI know-how in the rehabilitation sectors at wartime (1986-1992), then engaged into rural development (1996), advocacy support to the international campaign against landmine (1996) and its concrete implementation in the country through mine action projects (1998). Taking into consideration the disabling dimension of living with HIV, the programme progressively integrated HIV/AIDS prevention and mitigation into its core mandate (2003). More recently, inclusive local development strategies have been designed and implemented to ensure access to services in a context of increasing suburban poverty (2009). The combination of those actions and approaches

La suite à la page 23



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

in time have contributed to the emergence of national civil society actors capable to promote the rights of the most vulnerable groups, in particular those with disabilities. Extensive collaboration with DPOs and local authorities has allowed a shift in the models used to understand and address disability issues. Mainstreaming efforts have led to the recognition of disability as a priority issue in national and local political agendas and concretely opened the doors of basic services and risk mitigation systems to the most deprived.

Handicap International Mozambique recently launched the implementation of its 2016-2020 country programme framework (CPF). This new CPF defines three areas of priority:

Health (Child & Maternal Health, Sexual Reproductive Health, Rehabilitation)

Socio-economic inclusion (inclusive education, livelihood access, etc)

Disaster Risk reduction and Emergency Preparedness

The programme currently implements 2 projects on the following thematic:

Inclusive education and child protection

Social protection (access to social services for people with disabilities)

YOUR MISSION:

Under the direct responsibility

of the Desk officer based in Lyon, you will manage a team of 35 persons (2 directly).

In the frame of the 2016-2020 program strategy (also referred to as Country Program Framework – CPF), your main objectives are:

Develop new projects in existing or emerging sectors, to secure and develop the program operational scope.

Fundraising: increase the financial cover of the Programme and develop eventually partnership with INGO.

Stabilize the organization of the programme and strengthen the capacity of the national team.

Develop the expertise and influence of the programme.

You are expected to reach those objectives through the responsibilities listed below:

Representing HI and promoting all aspects of its mandate in Mozambique

Ensuring implementation of the programme's Operational Strategy (OS) in line with HI's general

Ensuring the implementation of a security system on the program

Managing the program's teams

Managing the programme's internal and external communication

CHARACTERISTICS

OF THE POSITION:

Living conditions in Mozambique are fairly good for international staff. No specific problem of security up to recently, where abductions cases have been notified in Maputo. In-country movements are mostly done by air, the major risk in country been the road safety and risk of accidents for pedestrians in urban area.

Ville M a p u t o

Expériences / Formation du candidat

You have/you are:

Master degree in development studies

Minimum 5 years' experience in implementing and supervising programs/missions

Ample experience in project cycle management, in project writing and reporting for institutional donors

Networking skills, chairing meetings involving various stakeholders

Strong autonomy, initiative and sense of responsibility

Languages parlées

Fluent in spoken and written English

Fluency in Portuguese is not compulsory but would clearly be a must, if not, medium level is mandatory as it is the main language of communication with your team; French would be an asset.

La suite à la page 24



JOBS CAMPUS

La suite de la page 23

Fonctions	Encadrement	Direction	+ Perdiem : 375,96 (net) +	Postuler en ligne
Activités	A	u	Insurances : medical health	https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.id=1998&idpartenaire=130
Pays	Afrique,	Mozambique	coverage, retirement planning,	
Contrat	C	D	repatriation + Paid holiday :	
Durée du contrat			25 days per year associated	Date de fin de validité
24 months - Starting date : July 2017			to 11 field leaves per year	15/04/2017
Salaire / Indemnité			Status : position open to couples/families	
Salary from 3220€ (gross) / month regarding the experience of the candidate			Housing : individual taken in charge by Handicap International	
			Documents à envoyer	
			CV + Cover letter	

 **Avis de recrutement**

Poste: A MOBILISATION COMMUNAUTAIRE RESPONSABLE DU PROGRAMME - MYANMAR

CSMP) de techniciens au niveau communautaire.

de mobilisation communautaire / Communauté de projet -Nutrition de santé

Description

Durée du contrat : 8 mois
Date de début du 1 mai 2017

Supervision de la mise en œuvre des projets en cours conformément aux exigences des donateurs;

Nous recherchons: A MOBILISATION COMMUNAUTAIRE RESPONSABLE DU PROGRAMME

La position: Le CM PM gère les activités de mobilisation communautaire dans l'État Arakan, assurant l'intégration de nutrition et apports techniques CSMP dans une approche communautaire favorable au changement de comportement. Plus précisément, les principales responsabilités seront les suivantes:

La mise en œuvre des projets dans le but de surmonter les obstacles et les obstacles identifiés au niveau communautaire

Pays : MYANMAR - NRS Maungdaw District équipe d'environ 36 états majeurs, avec positions intégrées Nut / CSMP aux niveaux de leadership d'équipe (députés et chefs d'équipe) et profils différenciés (nutrition et

Supervision de la mise en œuvre du volet Sensibilisation

Veiller à ce que les activités de mobilisation communautaire sont conformes aux objectifs du programme santé-nutrition et de la stratégie et s'inscrit dans le cadre ACF Nutrition de sécurité;

Une surveillance continue des activités de mobilisation communautaire;

La suite à la page 25



JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

En étroite collaboration avec NUT et CSMP PMs, fourniture d'un soutien technique aux communautés équipes de mobilisation

La formation des équipes d'ACF sur les compétences de communication et les messages clés par le changement de comportement et de l'approche sociale

Communication et coordination avec tous les autres secteurs impliqués dans la programmation ACF MGD afin d'assurer les meilleures activités intégrées possible

Rédaction de rapports internes mensuels ainsi que les donateurs extérieurs rapports

Contribution à l'amélioration des voies de référence existantes, en coordination avec d'autres partenaires humanitaires et de développement travaillant dans le district de Maungdaw

Soutien à l'ANJE travail de consultant en recherche formative, et intégrer les recommandations des consultants dans la mise en œuvre du projet

Gestion des équipes de mobilisation communautaire

Gestion des équipes CM (équipe 1cm-CSMP et 1 équipe CM-Nutrition).

Le recrutement et la formation des membres de l'équipe, en fonction des besoins identifiés

Effectuer des évaluations du personnel et élaborer des plans d'action individuels selon les fonctions et les besoins du programme

Assurer une bonne communication entre les équipes de Maungdaw et Buthidaung

Organiser et animer des réunions régulières de l'équipe en bonne coordination avec la santé-nutrition, CSMP, services WASH et de français langue seconde (et PMs connexes)

Set tours de sessions de formation sur le tas, des exercices de renforcement des capacités, les groupes supervisions pour les équipes en fonction des besoins identifiés

Améliorer la gestion, le reporting et les compétences techniques des 2 députés

Contribuer à la conception de nouveaux projets

analyse du contexte continu lié au champ d'intervention, en collaboration avec le coordonnateur terrain, coordinateur de terrain adjoint et d'autres PMs

Identification des besoins et des lacunes, et proposer des solutions pour y remédier

Proposition d'activités nouvelles / supplémentaires à mettre en œuvre pour améliorer l'impact des programmes ACF dans le district de Maungdaw (en coordination avec le Coordinateur terrain,

coordinateur de terrain adjoint et chef des départements)

Proposition d'une méthodologie orientée vers une meilleure approche intégrée et multisectorielle de la nutrition de sécurité ayant adopté l'approche BSC

Contribution à la rédaction de propositions, en coordination avec le coordinateur terrain, coordonnateur adjoint de terrain et d'autres PMs

Le demandeur : Vous êtes titulaire un diplôme de maîtrise en psychologie clinique, et démontrent trois expériences cliniques terrain et humanitaires succès dans santé mentale et pratiques soins. Vous êtes expérimenté dans programmation intégrée Nutrition-CSMP, expérience dans mobilisation communautaire et programmation de changement de comportement.

Reconnu pour vos compétences relationnelles et communicationnelles, vous avez développé des capacités de supervision de l'équipe. Vous êtes aussi bien organisé et avoir un bon sens de l'adaptabilité. Une expérience de travail dans les zones de conflit / de crise est un atout très important.

Votre anglais (oral et écrit) est couramment.

Une première expérience avec ACF serait un atout.

La suite à la page 26



JOBS CAMPUS

La suite de la page 25

statut : <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2613/A-Community-Mobilisation-Program-Manager/> Contrat C D D

SALARIES - salaire mensuel brut allant de 1600 € à 1975 € Postuler en ligne <http://recrutement.actioncontrelafaim.org/positions/view/2613/A-Community-Mobilisation-Program-Manager/>

les frais de nourriture et d'hygiène, les indemnités journalières, les frais de transport, hébergement collectif et une assurance médicale

25 jours de congés annuels payés et 20 jours de repos et de récupération (R & R) par an

Suivez nos offres d'emploi et rejoignez - nous sur Facebook: <https://www.facebook.com/groups/acf.jobs/>

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités S a n t é

Pour postuler, s'il vous plaît visitez notre site Web: Pays Asie, Myanmar

Date de fin de validité 11/04/2017



Avis de recrutement

Poste: Camp Officer Irak Very Risky (5/5) mission is to save lives and support people in meeting their needs in hard to reach areas.

Description About ACTED With a team of 4,300 national staff 300 international staff, ACTED is active in 35 countries and implements more than 450 projects a year reaching over 11 million beneficiaries. More on www.acted.org

Position Camp Officer

Starting date Since 1993, as an international non-governmental organization, ACTED has been committed to immediate humanitarian relief to support those in urgent need and protect people's dignity, while co-creating longer term opportunities for sustainable growth and fulfilling people's potential. ACTED endeavors to respond to humanitarian crises and build resilience; promote inclusive and sustainable growth; co-construct effective governance and support the building of civil society worldwide by investing in people and their potential. We go the last mile: ACTED's

Apri l

Locat i o n Country Profile

N i n e w a Number of projects 3 8

Type of contract Number of areas 4

Fixed Term Contract Contract duration

Contract Number of national staff 3 1 3

8 months (renewable) Annual budget (EUR)

Security Risk Level

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

21	M	€	the camp, with a focus on the insertion of the women	various communities and the groups living in the camp and favor a peaceful coexistence.
Number of offices			Supervise the maintenance of the infrastructure of the camp.	Protect the interests of the population of the camp towards the authorities of the camp, the service providers and the stakeholders.
6			Set up an information management system in the camp, including the collection and the supply of data and the transparent sharing of the information.	Ensure liaison between the population of the camp and the service providers and the stakeholders
Number of international staff			Follow-up the supply of services in all the sectors of the camp according to the agreed directives, the standards and indicators.	Ensure liaison between the national / local authorities, the state institutions, the civil society and the other relevant stakeholders.
2		3	Identify the gaps, estimate and analyze the needs of the camp to avoid the duplication of services and gaps in the help and the protection of the displaced population.	Ensure the effective coordination and the information exchange with them.
Position and key context challenges			Specific responsibilities:	Supply services needed in the technical sectors, if necessary.
ACTED has been present in Iraq supporting conflict affected populations since 2004 and currently operates in 15 regions. For the last 4 years, our team of 350 people has been responding to the Syrian refugee and IDP crisis, notably in the Kurdistan Region of Iraq, where ACTED supports over 1.5 million people. Our multi-sectoral approach addresses the most urgent needs of internally displaced people and refugees by ensuring their protection, delivering life-saving food assistance, providing shelter and non-food item packages with lifesaving items and improving their living environment in and out of camps through camp management and Water, Hygiene and Sanitation activities.			Set up committees of camp in all the sectors, and make sure that equal access is made for men/women, boys/girls.	Secondary responsibilities:
Key roles and responsibilities			Follow-up and ensure that the committees of camps act and behave according to the agreed Code of conduct.	Implement a system to record and collect data
Main responsibilities:			Favor the self-sufficiency of the population of the camp and the empowerment in decision-making in the camp management.	Design a progressive withdrawal of the camp and a strategy of closure from the beginning of the existence of the camp.
Establish and ensure a transparent system of management including the coordination of services and other activities.			Organize and execute, and/or oversee the follow-up of the recording of the population of the camp, update the data of the population of the camp.	Evaluate the environmental impact of the camp and the hosting community : assess the negative impacts on environment as well as activities which could prevent or reduce such impacts.
Supervise the mobilization and the participation of the population allocated in the management system of			Make the link between the	All the main technical skills / requirements relative to the management of the camp

La suite à la page 28



JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

Expériences / Formation du candidat

Master Level education in a relevant fields such as International Relations or Development

Project management experience (management, planning, staff development and training skills) in development programmes

1-2 years previous work experience in a relevant position

Proven capabilities in leadership and management required

Excellent skills in written and spoken English

Strong negotiation and interpersonal skills, and flexibility in cultural and organizational terms

Ability to work well and

punctually under pressure

Langues parlées

E n g l i s h

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités S o c i a l

Pays Moyen Orient, Irak

Contrat C D D

Durée du contrat

8 months (renewable)

Salaire / Indemnité

Salary defined by the ACTED salary grid; educational level, expertise, hardship, security, and performance are considered for pay bonus

Additional monthly living allowance

Free food and lodging provided at the organisation's guesthouse

Transportation costs covered, including additional return ticket + luggage allowance

Provision of medical, life, and repatriation insurance + retirement package

Documents à envoyer

Please send your application including cover letter, CV and references to jobs@acted.org under Ref: CO/IRQ

Date de fin de validité 28/04/2017



OBTENEZ VOTRE MASTER A ISC BOBO DANS LES MEILLEURES CONDITIONS



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Rédacteur en chef
Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage
- Alfred Syé KAM

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Bernard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution
Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

25/03/2017 AU 01/04/2017 Groupe III

Ave Maria	25	47	98	88	Naaba Koom	25	35	70	46
Balkuy	25	37	51	36	Nagrin	25	46	90	48
Baraka	25	33	02	72	Nazani	25	36	65	10
Belle ville	25	40	84	14	Ninrwa	25	41	80	38
Cathédrale	25	31	28	07	Noom-Wendé	25	50	31	17
Charis	25	47	98	78	Pissy	25	43	13	35
Concorde	25	31	29	49	Sacré cœur	25	34	60	60
Coura	25	38	83	90	Saint Julien	25	38	06	10
Djimbina	25	35	77	65	Saint Lazare	25	36	86	48
Dunia	25	36	20	51	Saint Michel	25	45	48	08
Ecoles	25	31	52	32	Santé-validité	68	91	87	04
Fraternité	25	36	48	00	Savane	25	31	13	48
Galiama	25	35	28	44	Taoko	25	36	69	27
Hosanna	25	41	26	48	Téranga	25	36	09	70
Jeunesse	25	34	35	04	Wend denda	25	31	09	64
Kamin	25	34	30	28	Yennega	25	37	03	37
Kilwin	25	50	84	62	Zone I	25	48	15	13/53
Sainte Trinité	25	41	26	46	Zoungrana	25	40	98	75
Mariama	25	30	05	76					
Naab Raga	25	30	06	27					

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ Couverture médiatique

✓ Publicité

✓ Communication



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO